

# CONDITIONS GÉNÉRALES INTERPROFESSIONNELLES & PARTICULIÈRES DE LOCATION DE MATÉRIEL D'ENTREPRISE SANS OPÉRATEUR

## Article 1 – Généralités :

- 1-1 Les conditions générales interprofessionnelles de location de matériel d'entreprise sans opérateur ont été élaborées par une commission spécialisée réunissant les utilisateurs (FEB, FNTP) et les professionnels de la location (DLR).
- 1-2 Pour avoir valeur contractuelle, les présentes conditions générales doivent être expressément mentionnées dans le contrat. Les parties contractantes règlent les questions particulières et spécifiques dans les conditions particulières du contrat de location. *Les conditions particulières apparaissent en italique dans le présent texte. Aucune condition n'est portée sur le contrat de location ne peut dégrader aux conditions générales et particulières de location.*
- 1-3 Les conditions particulières du contrat de location précisent au minimum : la définition du matériel loué et son identification, le lieu d'utilisation et la date du début de location, les conditions de transport, les conditions tarifaires. Elles peuvent indiquer également la durée prévisible de location et les conditions de mise à disposition.
- 1-4 Le loueur met à la disposition du locataire un matériel conforme à la réglementation en vigueur.
- 1-5 En garantie de la présente convention, le locataire justifie de son identité en présentant au loueur une pièce d'identité ou une attestation de domicile (quittance EDF ou facture de téléphone récente). La facturation est toujours établie au nom de l'entreprise contractante en deux exemplaires. A la demande du client, le bon de commande peut être joint à la facture, s'il est fourni au loueur en 2 exemplaires. Pour les demandes d'ouverture de compte et l'utilisation et la date du début de location, les conditions de transport, les conditions tarifaires. Elles peuvent indiquer également la durée prévisible de location et les conditions de mise à disposition.
- 1-6 Un bon de commande engage le locataire quel que soit le porteur ou le signataire
- 1-7 Tout détenteur de matériel dépourvu d'un contrat de location dûment établi et signé par le loueur peut être poursuivi pour détournement ou vol de matériel.

## Article 2 – Lieu d'emploi :

- 2-1 Le matériel est exclusivement utilisé sur le chantier déclaré dans une zone géographique limitée. Toute utilisation en dehors de cette zone géographique sans l'accord explicite et préalable du loueur, peut justifier la résiliation de la location.
- 2-2 L'accès au chantier sera autorisé au loueur ou à ses préposés, pendant la durée de location. Ils doivent préalablement se présenter au responsable du chantier munis des équipements de protection individuelle nécessaires et respecter le règlement de chantier, ainsi que les consignes techniques nécessaires. La prise de possession du matériel transfère la garde juridique du matériel au locataire conformément à l'article 10-1.
- 2-3 Le locataire procède à toutes démarches auprès des autorités compétentes pour obtenir les autorisations de faire circuler le matériel loué sur le chantier, et/ou le faire stationner sur la voie publique.
- 2-4 Le locataire obtient au profit du loueur ou ses préposés les autorisations nécessaires pour pénétrer sur le chantier

## Article 3 – Mise à disposition :

- La signature du contrat est préalable à la mise à disposition du matériel. Lorsque cela est impossible, le locataire s'engage à retourner le contrat adressé par le loueur, signé de sa main. La personne prenant le matériel à l'agence STARMAT ou le réceptionnant sur le chantier pour le compte du locataire est présumé habilité.*
- 3-1 Le matériel, ses accessoires, et tous ceux qui en permet un usage normal, sont mis à disposition du locataire en bon état de marche. Le locataire est en droit de refuser le matériel si le loueur ne fournit pas les documents exigés par la réglementation ainsi que toutes les consignes techniques nécessaires. La prise de possession du matériel transfère la garde juridique du matériel au locataire conformément à l'article 10-1.
  - 3-2 Etat du matériel lors de la mise à disposition  
A la demande du loueur ou à sa demande, le client contrepartie peut être établi. Si cet état contraire à l'état de l'appareil l'incapacité de remplir sa destination normale, ledit matériel est considéré comme non conforme à la commande. En l'absence du locataire lors de la livraison, ce dernier doit faire état au loueur, dans la ½ journée suivant la livraison, de ses réserves écrites, des éventuels vices apparents et/ou des non-conformités à la commande.  
À défaut de telles réserves, le locataire est réputé conforme aux besoins émis par le locataire et en parfait état de fonctionnement.
  - 3-3 Date de mise à disposition  
Le contrat de location peut prévoir, au choix des parties, une date de livraison ou d'enlèvement. La partie chargée d'effectuer la livraison ou l'enlèvement doit avertir l'autre partie de sa venue avec un préavis raisonnable.

## Article 4 – Durée de la location :

- 4-1 La location part du jour de la mise à disposition au locataire du matériel loué et de ses accessoires dans les conditions définies à l'article 3. Elle prend fin le jour où le matériel loué et ses accessoires sont restitués au loueur dans les conditions définies à l'article 13. Ces dates sont fixées dans le contrat de location.
- 4-2 La durée prévisible de la location, à partir d'une date initiale, peut être exprimée en nombre unités de temps. Toute modification de cette durée doit être notifiée au loueur.
- 4-3 Dans le cas d'impossibilité de déterminer de manière précise la durée de location, cette dernière peut également être conclue sans terme précis. Dans ce cas, les préavis de restitution ou de reprise du matériel sont précisés à l'article 14.
- 4-4 Les incidents relatifs au matériel susceptibles d'interrompre la durée de la location sont traités à l'article 9.

## Article 5 – Conditions d'utilisation :

- 5-1 Nature de l'utilisation  
Le locataire doit respecter le loueur des conditions spécifiques d'utilisation du matériel loué afin que lui soient précisées les règles d'utilisation et de sécurité fixées tant par la réglementation applicable que par le constructeur et/ou le loueur.
- 5-1-2 Le matériel doit être confié à un personnel dûment qualifié et muni des autorisations requises. Le matériel doit être maintenu en bon état de marche et utilisé en respectant les règles d'utilisation et de sécurité visées aux 5-1-1.
- 5-1-3 Le locataire s'interdit de sous-louer ou de prêter le matériel sans l'accord du loueur. Cependant, dans le cadre d'interventions liées au secours, le loueur ne peut s'opposer à l'utilisation par d'autres entreprises du matériel. Le locataire reste néanmoins tenu aux obligations du contrat. En outre, dans le cadre des chantiers soumis à coordination, sécurité, protection de la santé (SPS), le plan général de coordination (PGCSPS) peut prévoir l'utilisation des matériels par d'autres entreprises. Le loueur ne peut s'opposer mais le locataire reste néanmoins tenu aux obligations du contrat.
- 5-1-4 Toute utilisation non conforme à la déclaration préalable du locataire ou à la destination normale du matériel, dont le loueur ou le loueur le droit de résilier le contrat de location, conformément aux dispositions de l'article 18 et exiger la restitution du matériel.
- 5-2 Durée d'utilisation :  
Le matériel loué peut être utilisé à discrétion, dans le respect des conditions particulières, pendant une durée journalière théorique de 8 heures. L'utilisation supplémentaire fait obligation au locataire d'en informer le loueur et peut entraîner un supplément tarifaire à définir aux conditions particulières. Au-delà de 8 heures d'utilisation, un tarif dégressif est appliqué par tranche de 8 heures supplémentaires.
- 5-3 Il est INTERDIT d'utiliser du carburant GNR (Gazole Non Routier – Produit détaxé) pour les véhicules routiers appartenant au loueur.

## Article 6 – Transports :

- 6-1 Le transport du matériel loué, à l'aller comme au retour, est effectué sous la responsabilité de celle des parties qui l'exécute ou le fait exécuter. Lorsque le locataire exécute ou fait exécuter le transport, il s'engage à respecter et faire respecter les consignes du Protocole de sécurité disponible dans l'agence STARMAT partenaire Loxam concernée.
- 6-2 La partie qui fait exécuter le transport exerce le recours éventuel contre le transporteur. Il appartient donc à cette partie de vérifier que tous les risques, aussi bien les dommages causés au matériel que ceux occasionnés par celui-ci, sont couverts par une assurance suffisante du transporteur et à défaut de prendre toute mesure utile pour assurer le matériel loué.
- 6-3 Le coût du transport du matériel loué, à l'aller comme au retour, est à la charge du locataire, sauf disposition contraire. Dans l'hypothèse où le transport est effectué par un tiers, il appartient à celui qui l'a missionné de prouver qu'il a effectivement réglé. Dans le cas contraire, les comptes entre le loueur et le locataire seront réajustés en conséquence.
- 6-4 La responsabilité du chargement et/ou du déchargement et/ou de l'arrimage incombe à celui ou ceux qui les exécutent. Le préavis au chargement et/ou déchargement du matériel loué, si nécessaire, avoir une autorisation de conduite de son employeur pour ce matériel.
- 6-5 Dans tous le cas, lorsqu'un sinistre est constaté à l'arrivée du matériel, le destinataire doit aussitôt formuler des réserves écrites auprès du transporteur et en informer l'autre partie, afin que les dispositions conservatoires puissent être prises sans retard, et que les déclarations de sinistre aux compagnies d'assurances puissent être faites dans les délais impartis.
- 6-6 Le lieu de livraison et de reprise du matériel est celui indiqué au contrat lorsque le loueur en a la charge. En cas d'absence du locataire sur le site de livraison à l'heure convenue, le loueur a la faculté de ne pas laisser le matériel, le cas échéant, les frais de transport (aller et retour) et de manutention sont dus par le locataire.

## Article 7 – Installation, montage, démontage :

- 7-1 L'installation, le montage et le démontage (lorsque ces opérations s'avèrent nécessaires) sont effectués sous la responsabilité de celui qui les exécute, ou le fait exécuter. L'intervention du personnel du loueur est limitée à sa compétence et ne peut en aucun cas avoir pour effet de réduire la responsabilité du locataire, notamment en matière de sécurité. Le locataire prendra toutes les mesures utiles pour que les règles de sécurité légales ou dictées par les constructeurs soient appliquées.  
Pour la sécurité des groupes électrogènes, le locataire est tenu : D'effectuer une mise à la terre du groupe.  
De prévoir au départ de l'utilisation, un disjoncteur différentiel ou à avertissement sonore et déclenchement automatique, afin de respecter les dispositions du Décret n° 62.1454 du 14 novembre 1962 sur la protection des travailleurs contre les courants électriques (voir section IV articles 29 à 40 du décret précité).
- 7-2 Pour la mise en place et le montage de matériels mobiles, le locataire est tenu de prévoir des cales et des aires de terrain aménagées, en particulier en ce qui concerne le drainage des eaux. Le branchement du matériel électrique et les mises à la terre sont effectuées par le client et sous sa responsabilité, y compris quand le montage ou l'installation est confiée aux soins du loueur.
- 7-3 Les conditions d'exécution (délai, prix...) sont fixées dans les conditions particulières.
- 7-3 L'installation, le montage et le démontage ne modifient pas la durée de la location qui reste telle que définie à l'article 4.

## Article 8 – Entretien du matériel :

- 8-1 Le locataire procède régulièrement à toutes les opérations courantes d'entretien, de nettoyage, de vérification et d'ajustement (graissage, carburant, huiles, antirouille, pression et état des pneumatiques etc...) en utilisant les ingrédients préconisés par le loueur. Le locataire se charge du lavage régulier après-utilisation, du contrôle des circuits de filtration et de la recharge des batteries.
- 8-2 Le loueur est tenu au remplacement des pièces d'usure dans le respect des règles environnementales.
- 8-3 Le locataire réserve au loueur un temps suffisant, dans un endroit accessible, pour permettre à celui-ci de procéder à ces opérations. Les dates et durées d'interventions sont arrêtées d'un commun accord. Sauf stipulations contraires mentionnées dans les conditions particulières, le temps nécessaire par l'entretien du matériel à la charge du loueur fait partie intégrante de la durée de location telle que définie à l'article 4.

## Article 9 – Pannes, Réparations :

- 9-1 Le locataire informe le loueur, par tout moyen écrit à sa convenance, en cas de panne immobilisant le matériel pendant la durée de la location.

- 9-2 Dès que le loueur est informé, le contrat est suspendu pendant la durée de l'immobilisation du matériel en ce qui concerne son paiement, mais reste en vigueur pour toutes les autres dispositions, sauf dispositions prévues à l'article 10-1.
- 9-3 Toutefois, les pannes d'une durée inférieure ou égale à 2 heures ne modifient pas les conditions du contrat qui restent telles que définies à l'article 4.
- 9-4 Le locataire a la faculté de résilier immédiatement le contrat dès que le matériel n'aura pas été remplacé dans un délai d'une journée ouvrée qui suit l'information donnée au loueur, sauf dispositions spécifiques aux conditions particulières.  
La résiliation est subordonnée à la restitution du matériel.
- 9-5 Aucune réparation ne peut être entreprise par le locataire, sans l'autorisation préalable écrite du loueur.
- 9-6 Les réparations en cas d'usure anormale ou rupture de pièce dues à une utilisation non conforme, un accident ou une négligence sont à la charge du locataire.

## Article 10 – Obligations et responsabilités des parties :

- 10-1 Le locataire a la garde juridique du matériel loué pendant la durée de mise à disposition. Il engage sa responsabilité de ce fait sous réserve des clauses concernant le transport. Le locataire prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir la sécurité du matériel, tant pendant qu'en dehors de ses heures d'utilisation.  
Le locataire est déchargé de la garde du matériel :
  - Pendant la durée de la réparation lorsque celle-ci intervient à l'initiative du loueur.
  - En cas de vol, le jour du dépôt de plainte auprès des autorités compétentes. Le locataire s'oblige à communiquer le dépôt de plainte au loueur.
  - En cas de perte, le jour de la déclaration faite par le locataire au loueur.Le locataire est responsable de l'utilisation du matériel loué et de tout ce qui concerne la présence en compte :
  - De la nature du sol et du sous-sol
  - Des règles régissant le domaine public.
  - Des règles relatives à la protection de l'environnement.

**Le locataire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité dans la zone d'installation et d'évolution du matériel. Il doit notamment avoir supprimé ou signalé les canalisations, cave, galeries, installations et ligne électrique existantes et en général tous les éléments pouvant créer un risque pour de l'utilisation du matériel.**

Cependant la responsabilité du loueur ou celle de son préposé pourra être engagée en cas de faute de l'un d'eux.

- 10-2 Le locataire ne peut :
  - Employer le matériel loué à un autre usage que celui auquel il est normalement destiné
  - Utiliser le matériel dans des conditions différentes de celles pour lesquelles la location a été faite
  - Entreprendre les règles de sécurité fixées tant par la réglementation en vigueur que par le constructeur et/ou le loueur
  - Utiliser le matériel sur des chantiers soumis à obligation de décontamination systématique, sauf accord préalable du loueur et signature d'un avenant précisant les conditions spécifiques de la location.
- 10-3 Le locataire ne peut être tenu pour responsable des conséquences dommageables des vices cachés du matériel loué ou de l'usure non apparenterend le matériel impropre à l'usage auquel il est destiné.
- 10-4 Le locataire doit prendre toutes dispositions nécessaires en vue des articles 4 et 5.

## Article 11 – Dommages causés aux tiers (assurance + responsabilité civile) :

- 11-1 Véhicule terrestre à moteur (VTAM) :  
**Obligation du loueur :**  
Le locataire loue à un VTAM au sens de la directive européenne n° 72/166/CEE du 24 avril 1972 et de l'article L. 110-1 du Code de la route, le loueur doit obligatoirement avoir souscrit un contrat d'assurances automobiles conformes aux articles L21-11-2 et suivantes du Code des assurances. Ce contrat couvre les dommages causés aux tiers par le matériel loué dès lors qu'il est impliqué dans un accident de la circulation. Le loueur doit remettre à la 1<sup>ère</sup> demande du locataire, une photocopie de son attestation d'assurance en vigueur.  
Les dommages occasionnés aux biens appartenant au locataire et à ses préposés, qu'ils soient transportés ou non dans le véhicule, ou aux biens qui leur sont confiés sont exclus de la couverture en responsabilité civile de circulation souscrite par le loueur. Ces dommages doivent être couverts par la propre assurance souscrite par le locataire. Pour tout accident de la circulation en tort exclusifs ou partagés, la quote-part restant à la charge du locataire pour les dommages causés aux constructeurs et/ou le loueur.
- 11-2 Autres matériels :  
Le locataire et le loueur doivent être couverts, chacun pour sa responsabilité, par une assurance « Responsabilité Civile Entreprise » pour les dommages causés aux tiers par le matériel loué.  
Le locataire se conformera aux dispositions de l'article 12-1 d'après pour effectuer ses déclarations de sinistre.

- 11-2-1 En cas de dommages, le loueur invite le locataire à procéder à un constat amiable et contradictoire, qui doit intervenir dans un délai de 5 jours ouvrés. En cas d'accident ou tout autre sinistre, le locataire s'engage à :
  - 1) Prendre toutes les mesures utiles pour protéger les intérêts du loueur ou de sa compagnie d'assurances.
  - 2) Informer le loueur (agence ayant établi le contrat) dans les 48 heures par lettre recommandée mentionnant les circonstances, date, heure et lieu du sinistre, l'identification du matériel et celle des tiers impliqués
  - 3) En cas d'accident corporel, vol ou dégradation par vandalisme, faire établir dans les 48 heures une déclaration auprès des autorités de police
  - 4) Faire parvenir, dans les deux jours, au loueur, tous les ORIGINAUX des pièces (rapport de police, de gendarmerie, constat d'huisserie...) qui auront été établis.A défaut de déclaration des garanties qu'il aura souscrites au titre de l'article 12-4 ci-après, le contrat de location prend fin le jour de la réception de la déclaration de sinistre faite par le locataire.

## Article 12 – Dommages au matériel loué (Assurances + bris de machine, incendie, vol...) :

- 12-1 En cas de dommages, le loueur invite le locataire à procéder à un constat amiable et contradictoire, qui doit intervenir dans un délai de 5 jours ouvrés. En cas d'accident ou tout autre sinistre, le locataire s'engage à :
  - 1) Prendre toutes les mesures utiles pour protéger les intérêts du loueur ou de sa compagnie d'assurances.
  - 2) Informer le loueur (agence ayant établi le contrat) dans les 48 heures par lettre recommandée mentionnant les circonstances, date, heure et lieu du sinistre, l'identification du matériel et celle des tiers impliqués
  - 3) En cas d'accident corporel, vol ou dégradation par vandalisme, faire établir dans les 48 heures une déclaration auprès des autorités de police
  - 4) Faire parvenir, dans les deux jours, au loueur, tous les ORIGINAUX des pièces (rapport de police, de gendarmerie, constat d'huisserie...) qui auront été établis.A défaut de déclaration des garanties qu'il aura souscrites au titre de l'article 12-4 ci-après, le contrat de location prend fin le jour de la réception de la déclaration de sinistre faite par le locataire.

## Article 12-1 – Le locataire couvre sa responsabilité pour les dommages causés au matériel loué en souscrivant obligatoirement à la garantie « bris de machines » du loueur dont le prix est inclut dans le prix de location. La signature du contrat implique l'acceptation de cette renonciation à recours.

- 12-2-2 Dans ce cas, le loueur doit clairement informer le locataire sur les limites exactes de l'engagement pris, notamment sur :
  - Les montants des garanties
  - Les franchises
  - Les exclusions
  - Les conditions de la renonciation à recours de l'assurancecontre le locataire. Toute limite non mentionnée au contrat est alors inopposable au locataire.  
Les conditions de la renonciation à recours du locataire sont énoncées à l'article 12-4 ci-après.

## 12-3 Garantie bris de machines-vol

Conformément à l'article 12-2-2, le loueur propose au locataire une renonciation à recours dans les termes suivants : Etendue de la garantie

- Sont couverts les dommages causés au matériel dans le cadre d'une utilisation normale.  
Exemple :  
les bris ou destruction accidentels, soudains et imprévisibles, les bris dus à une chute ou détachement de corps étrangers, les bris dus à la RC circulation, les inondations, tempêtes, ou autres événements naturels à l'exclusion des tremblements de terre et éruptions volcaniques, les dommages électriques, courts-circuits, surtensions, les incendies, foudres, explosions de toutes sortes.  
Est couvert le vol lorsque le locataire a pris les mesures élémentaires de protection (exemple : chaînes, antivol, cadenas, sabots de Denver, tirant démonté...)  
En dehors des interventions du matériel, la garantie est appliquée quand :  
le matériel est fermé à clé et stationné dans un endroit clos, et les clés et les papiers ne sont pas laissés avec le matériel

Etendue géographique : France métropolitaine.

- 12-3-1 Exclusions de la garantie de l'article 12-4 :
  - Sont exclus de la garantie souscrite :
    - les dommages consécutifs à une négligence caractérisée ou intentionnelle, au non-respect des préconisations du constructeur ou des réglementations en vigueur, les dommages causés par du personnel non qualifié ou non autorisé, les crevaisons de pneumatiques, les dommages causés aux flexibles parties démontables, batteries, vitres, feux, boîte à documents, etc. les dommages causés par tous produits corrosifs, produits oxydants, peintures, ciments et produits comparables ainsi que par l'usage de carburant non conforme le vol lorsque le matériel est laissé sans surveillance ni protection, la perte du matériel/les dommages consécutifs à des actes de vandalisme tels que graffiti... lorsque ces désordres sont récurrents et ne relèvent plus de la définition d'un acte, c'est à dire d'un événement accidentel, soudain et imprévisible, les opérations de transport et celles attachées (grutage, remorquage...) l'exclusion ne s'applique pas aux remorques/présence location, les frais engagés pour dégrader le matériel endommagé (grutage, remorquage...), le transport ou le gardiennage, même lorsque ces opérations sont effectuées par le loueur, les dommages au matériel en circulation ou transportés lorsqu'ils sont la conséquence directe du non respect des hauteurs sous pont ou du code de la route.

Le cas échéant, les dispositions de l'article 12-3 s'appliquent. En outre, le loueur se réserve la possibilité d'un recours à l'encontre du tiers responsable ou de sa compagnie d'assurances.

- 12-3-2 Tarification :  
la tarification de la garantie bris de machine est incluse dans le tarif applicable et est faite au taux de 8 % du tarif de base du prix de la location, par jour de mise à disposition, week-end et jours fériés compris.  
Ces particularités des matériels d'élevage de personnes, des plates-formes suspendues, des véhicules et des gros électrogènes : la tarification est faite au taux de 10 % du tarif de base du prix de la location, par jour de mise à disposition, week-end et jours fériés compris.

- 12-3-2-2 Quotes-parts restant à la charge du locataire :
  - Matériel réparable : 15 % du montant des réparations avec un minimum de 250 € Hors-taxes.
  - Matériel hors service ou volé : 15 % de la valeur de remplacement par un matériel neuf (valeur catalogue) avec un minimum de 250 € Hors-taxes.

- 12-3-3 Limite maximum de garantie : 150 000 € par sinistre.

- 12-3-4 Garantie dommages des véhicules (camions-bernes, camion-nacelle, fourgons, autre...) obligatoire pour toute location.
  - Etendue : Dommages matériels au véhicule
  - Vol du véhicule fermé à clés

- 12-3-5 Tarification : la garantie et tarification au taux de 10 % du tarif de base du prix de la location, par jour de mise à disposition, week-end et jours fériés compris.

- 12-3-6 Quote-part à la charge du locataire :
  - Pour tout accident de la circulation en torts ou en torts partagés, ou sans tiers identifiés, la quote-part est de :

- 763 € hors-taxes pour les véhicules ou PTAC inférieur ou égal à 3,5 tonnes
- 1525 € hors-taxes pour les véhicules au PTAC > 3,5 tonnes
- Pour les dommages causés au matériel lorsqu'il est en exploitation, la quote-part à la charge du locataire et son minimum sont déterminés selon les règles de l'article 12-4 ci-dessus. En outre, la garantie ne couvre pas les dommages au matériel qui sont la conséquence directe du non-respect des hauteurs sous-pont et/ou du code de la route, ni le vol ou la perte des effets personnels du locataire ou de ses préposés.
- 12-3-7 Les conséquences du non-respect des dispositions du Code de la route restent à la charge du locataire. En cas de contrevenances, les frais de consignation que le loueur serait tenu de régler pour préserver ses droits, seront réfacturés aux locataires pour leur montant en sus d'un forfait de 20 € HT, par amende, pour frais de traitement administratif.
- 12-3-8 Le défaut de transmission par le locataire au loueur du constat amiable dans les délais requis donnera lieu à la facturation d'une pénalité forfaitaire de 250 €.
- 12-3-9 Validité :
  - Pour bénéficier des garanties visées aux articles 12-4 et 12-5, le locataire doit avoir respecté ses obligations contractuelles et notamment ses obligations déclaratoires visées à l'article 12-1. À défaut, le loueur se réserve la possibilité de refuser ou de résilier lesdites garanties en cours de location.

## Article 13 – Vérifications réglementaires :

- 13-1 Le locataire doit mettre le matériel loué à la disposition du loueur ou de toute personne désignée pour les besoins des vérifications réglementaires.
- 13-2 As cas où une vérification réglementaire ferait ressortir l'insuffisance du matériel, cette dernière a les mêmes conséquences qu'une immobilisation (cf. article 9).
- 13-3 Le coût des vérifications réglementaires reste à la charge du loueur.
- 13-4 Les temps nécessaires à l'exécution des vérifications réglementaires fait partie intégrante de la durée de location dans la limite d'une demi-journée ouvrée.

## Article 14 – Restitution du matériel :

- 14-1 À l'expiration du contrat de location, quel qu'en soit le motif, éventuellement prorogé d'un commun accord, le locataire est tenu de rendre le matériel en bon état, compte tenu de l'usure normale inhérente à la durée de l'emploi, nettoyé et, le cas échéant, le plein de carburant fait. À défaut, la fourniture de carburant est facturée au locataire et un forfait de nettoyage dont le montant est mentionné sur le contrat de location sera appliqué. Le matériel est restitué, sauf accord contraire des parties, au dépôt du loueur pendant les heures d'ouverture de ce dernier, et lorsque le transport du matériel est effectué par le loueur, au lieu de destination du matériel. Le loueur et le locataire conviennent par tout moyen écrit de la date et du lieu de reprise du matériel. La garde juridique est transférée au loueur au moment de la reprise, et au plus tard à l'issue d'un délai de 24 heures à compter de la date de reprise convenue.
- 14-2 Lorsque le transport du matériel est effectué par le loueur, le locataire s'engage à effectuer au plus tard le lendemain du dernier jour ouvré et 30 minutes au plus tard après l'ouverture de l'agence STARMAT.
- Le locataire doit tenir le matériel à la disposition du loueur dans un lieu accessible.
- 14-3 Le bon de retour ou de restitution, matérialisant la fin de la location est établi par le loueur, il y est indiqué notamment :
  - Le jour et l'heure de restitution
  - Les réserves jugées nécessaires notamment sur l'état du matériel restitué.
- 14-4 Les matériels et accessoires non restitués et non déclarés volés ou perdus, sont facturés au locataire sur la base de valeurs à l'appréciation du loueur, après expiration du délai de restitution fixé dans la lettre de mise en demeure.
- 14-5 Dans le cas où le matériel nécessite des remises en état consécutives à des dommages imputables au locataire, le loueur peut les facturer au locataire après constat contradictoire conformément à l'article 12.
- 14-6 Dans le cas des chantiers soumis à obligation systématique de décontamination, la restitution du matériel est subordonnée à la fourniture par le locataire du certificat de décontamination. À défaut, la location se poursuit.

## Article 15 – Prix de la location :

- 15-1 Le prix de la location est généralement fixé par unité de temps à rappeler pour chaque location, toute unité de temps commencée étant due dans la limite d'une journée.  
Le matériel est loué pour une durée minimum d'une journée. La durée de location hebdomadaire est notamment calculée en jours du lundi au vendredi. Le forfait week-end s'entend pour la période du samedi matin, heure d'ouverture de l'agence au plus tard le lundi matin 30 minutes après l'heure d'ouverture de l'agence STARMAT. Toute autre période commencée est due. Les tarifs sont révisables annuellement sans préavis.  
De ce prix se réserve clause de réserve de pourcentage au locataire, en tout ou partie, et selon la réglementation en vigueur, toute nouvelle taxe ou contribution qui serait mise à sa charge.
- 15-2 Les conditions particulières règlent les conséquences de l'annulation d'une réservation. Le locataire s'engage à informer le loueur par écrit, de l'annulation d'une réservation de matériel, au plus tard 24 heures avant la date convenue de mise à disposition. À défaut, la location d'une journée éventuellement majorée des frais de transport aller-retour sera facturée au locataire.
- 15-3 L'intervention éventuelle auprès du locataire de personnels techniques tel que monteuse, est régie par le contrat de location.
- 15-4 Dans le cas d'une modification de la durée de location initialement prévue, les parties peuvent renégocier le prix de ladite location.
- 15-5 VENTES D'ACCESSOIRES ET FOURNITURES :  
Les articles fournis et accessoires vendus par le loueur sont garantis contre tout vice de fabrication.  
La garantie est limitée au remplacement des pièces défectueuses, à l'exclusion de tous dommages et intérêts pour quelque cause que ce soit.  
La garantie cesse à l'heure due en cas d'utilisation anormale ou de défaut d'entretien desdits articles.  
Seule une notification par télécopie avant 10 heures chaque jour d'intempéries, permet au locataire de se prévaloir du bénéfice de la présente clause. Une réduction de prix de 50% est appliquée à partir du 4<sup>ème</sup> jour sauf pour les abris de chantier, les matériels loués au mois, en longue durée ou en contrat à durée déterminée.  
Néanmoins le locataire conserve la garde juridique du matériel conformément à l'article 10.

## Article 16 – Paiement :

- 16-1 Les conditions du règlement sont prévues aux conditions particulières. Un acompte calculé sur la durée prévisionnelle de location est demandé au locataire lors de la conclusion du contrat.  
Le non-paiement d'une seule échéance entraîne, après mise en demeure reste infructueuse, la résiliation du contrat conformément à l'article 19.  
Pénalités de retard – frais de recouvrement  
Toute facture payée à son échéance entraîne des pénalités de retard dont le taux est fixé aux conditions particulières et, à défaut, conformément à l'article L.441-6 du code du commerce.  
En cas de non-paiement du loyer à l'échéance ou de non-acceptation ou de non-paiement à leurs échéances des traites émises à cet effet ou de non-restitution du matériel au terme convenu, la totalité des sommes dues par le locataire au loueur devient immédiatement exigible et toutes les conditions particulières consenties sont annulées de plein droit, même en cas de poursuite de l'activité. Une indemnité forfaitaire de 40€ est due pour frais de recouvrement. A l'heure de clause pénale, le loueur se réserve le droit d'ajouter aux pénalités de retard une indemnité de 15% du montant de la facture pour remise du dossier au contentieux, sans préjudice de tous autres frais judiciaires.

## Article 17 – Clause d'intempéries :

- En cas d'intempéries dûment constatées et provoquant une inutilisation de fait du matériel loué, le loyer est facturé à l'un des deux ténants à négocier entre les parties.  
En cas d'accord amiable entre les parties, tous différends sont soumis au tribunal du loueur compétent qui peut avoir été désigné préalablement dans les conditions particulières.  
De convention expresse et sous réserve de la législation impérative en vigueur le tribunal de commerce de Nanterre est compétent pour connaître de tous litiges relatifs au présent contrat, même en cas de plus pluralité de défendeur ou appel en garantie, le locataire dont le siège est situé hors de France accepte expressément cette attribution de compétence.

## Article 18 – Versement de garantie :

- Les conditions particulières déterminent les modalités de la garantie due par le locataire pour les obligations qu'il contracte.

## Article 19 – Résiliation :

- En cas d'inexécution de ses obligations par l'une des parties, l'autre partie est en droit de résilier le contrat de location sans préjudice des dommages-intérêts qu'elle pourra réclamer. La résiliation prend effet après l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse. Le matériel est restitué par les conditions de l'article 14.
- L'indivisibilité entre tous les contrats implique que la résiliation de l'un d'eux entraîne de plein droit et celle des autres, à la discrétion du loueur.

## Article 20 – Éviction du loueur :

- 20-1 Le locataire s'interdit de céder, donner en gage ou en nantissement le matériel loué.
- 20-2 Le locataire doit informer aussitôt le loueur si un tiers tente de faire valoir des droits sur le matériel, sous la forme d'une revendication, d'une opposition, d'une saisie.
- 20-3 Le locataire ne peut enlever pour modifier ni les plaques de propriété à poser sur le matériel loué, ni les inscriptions portées par le loueur, le locataire ne peut ajouter aucune inscription de marque sur le matériel loué sans autorisation du loueur.

## Article 21 – Perte d'exploitation :

- Par principe, les pertes d'exploitation, directes et indirectes ne peuvent pas être prises en charge.

## Article 22 – Règlement des litiges :

- À défaut d'accord amiable entre les parties, tous différends sont soumis au tribunal du loueur compétent qui peut avoir été désigné préalablement dans les conditions particulières.  
De convention expresse et sous réserve de la législation impérative en vigueur le tribunal de commerce de Nanterre est compétent pour connaître de tous litiges relatifs au présent contrat, même en cas de plus pluralité de défendeur ou appel en garantie, le locataire dont le siège est situé hors de France accepte expressément cette attribution de compétence.